



Assemblée générale

Cinquante et unième session

53^e séance plénière

Mardi 5 novembre 1996, à 15 heures

New York

Documents officiels

Président : M. Razali (Malaisie)

*En l'absence du Président, M. Turnquest (Bahamas),
Vice-Président, assume la présidence.*

La séance est ouverte à 15 h 5.

Point 44 de l'ordre du jour (suite)

Mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90

Rapport du Comité ad hoc plénier de l'Assemblée générale sur l'examen à mi-parcours de la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (A/51/48)

Rapport du Secrétaire général (A/51/228 et Add.1)

Projet de résolution (A/51/48, sect. IV)

M. Rantao (Botswana) (*interprétation de l'anglais*) :
Puisque c'est la première fois que je prends la parole, qu'il me soit permis de féliciter le Président de son élection à la présidence de la cinquante et unième session de l'Assemblée générale.

J'aimerais aussi féliciter l'Ambassadeur Hisashi Owada, du Japon, Président du Comité ad hoc plénier de l'As-

semblée générale pour l'examen à mi-parcours de la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, et féliciter ses collègues du Bureau pour l'excellent rapport dont l'Assemblée est à présent saisie.

Il convient de signaler tout d'abord que si le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 était une initiative tout à fait louable, un cadre opérationnel précis faisait défaut, au sein du système des Nations Unies comme au niveau national. Il n'existait pas non plus de cadre précis pour la coordination entre le système des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods en vue de sa mise en oeuvre. Les plaidoyers en faveur du programme au niveau national étaient par ailleurs peu convaincants.

Nous nous félicitons à cet égard de l'Initiative spéciale du système des Nations Unies en faveur de l'Afrique, lancée par le Secrétaire général en mars de cette année. L'Initiative spéciale fournit au nouvel Ordre du jour le cadre opérationnel qui lui manquait. Toutefois, il ne faut pas considérer que l'Initiative spéciale remplace le nouvel Ordre du jour; elle le complète.

Tous les rapports soumis à l'Assemblée générale sur cette question indiquent très clairement que les courants d'aide publique au développement en direction de l'Afrique sont bien en deçà des 30 milliards de dollars, qui étaient l'objectif annuel minimum indispensable pour la mise en

oeuvre du nouvel Ordre du jour. En outre, le financement des activités opérationnelles des Nations Unies pour le développement a beaucoup diminué ces dernières années. Voilà qui est contraire aux engagements pris concernant la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour.

Le hasard veut que nous examinions cette question au moment où la Conférence des Nations Unies de 1996 pour les annonces de contributions aux activités de développement est réunie. Nous espérons sincèrement que les annonces de contributions traduiront l'attachement des États Membres au rôle joué par les Nations Unies dans le processus de développement multilatéral, une Organisation des Nations Unies qui peut compléter les efforts nationaux en réalisant les objectifs qui ont été fixés lors des conférences internationales passées.

S'il sait bien que les courants d'aide publique au développement ne peuvent pas être tous canalisés par le système des Nations Unies, le Botswana pense toutefois que les fonds, programmes et agences des Nations Unies devraient être renforcés et dotés de ressources suffisantes pour participer au processus de développement là où ils ont un avantage relatif.

Les États africains ont certes réaffirmé que la responsabilité du développement leur incombait au premier chef, mais la mondialisation de l'économie exige que nous recherchions des solutions mondiales aux problèmes de développement auxquels nos pays sont confrontés. L'Afrique compte sur l'appui indéfectible et la coopération de la communauté internationale à cet égard.

À terme, la croissance des économies africaines ne bénéficiera pas à la seule Afrique, mais aussi aux pays développés. Des économies africaines dynamiques et en pleine croissance offriront des perspectives d'échanges mondiaux entre l'Afrique et le reste du monde.

Nous nous félicitons à cet égard de la dernière initiative de la Banque mondiale, qui a relevé le plafond de l'allègement de la dette pour les pays pauvres lourdement endettés, le faisant passer de 67 % à 80 %. Le Botswana exhorte à la souplesse dans l'application de l'Initiative pour faire en sorte que tous les pays touchés puissent en bénéficier. L'expérience a montré que le manque de souplesse a fait que seule une poignée de pays ont bénéficié des initiatives passées.

En ce qui concerne le commerce, le Botswana est d'avis que la communauté internationale devrait appuyer les pays africains dans leurs efforts en faveur du dévelop-

pement et du maintien d'infrastructures commerciales qui leur permettent de relever les futurs défis et de bénéficier pleinement des arrangements commerciaux multilatéraux, notamment à la suite de la conclusion de l'Uruguay Round. Nous prenons acte à cet égard du travail important entrepris par le Centre du commerce international et le Secrétariat du Commonwealth pour préparer les gouvernements des pays en développement à la pleine mise en oeuvre de l'Uruguay Round.

Ma délégation réclame aussi l'appui continu des Nations Unies et de la communauté internationale pour aider la Communauté de développement de l'Afrique australe à mettre en oeuvre son programme régional.

Ma délégation appuie la recommandation figurant au paragraphe 92 du rapport du Comité ad hoc en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté et l'initiative 20/20, adoptée par le Sommet social. La lutte contre la pauvreté reste l'un des grands thèmes de la politique du Gouvernement du Botswana.

Le Gouvernement du Botswana prépare actuellement, en coopération avec les représentants des Nations Unies, une note de stratégie nationale pour la période 1997-2003, qui couvre certaines des priorités du nouvel Ordre du jour, notamment la lutte contre la pauvreté.

Ma délégation espère qu'à la lumière des déficiences révélées par l'examen à mi-parcours, des efforts concertés seront entrepris pour mettre pleinement en oeuvre le nouvel Ordre du jour au cours des cinq dernières années de son existence.

M. Kamal (Pakistan) (*interprétation de l'anglais*) : Nous sommes saisis du rapport du Comité ad hoc plénier de l'Assemblée générale pour l'examen à mi-parcours de la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, qui fait l'objet du document A/51/48. Ma délégation fait sienne l'opinion du Comité ad hoc quant aux progrès limités enregistrés jusqu'ici, de même que les recommandations tendant à ce que de nouvelles mesures soient prises pour atteindre les objectifs du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90.

L'adoption, il y a cinq ans, du nouvel Ordre du jour pour le développement de l'Afrique était une excellente affaire : les États africains avaient réaffirmé que la responsabilité du développement de leurs pays leur incombait au premier chef alors que la communauté internationale s'en-

gageait à appuyer leurs efforts en faveur du développement de l'Afrique. Toutes les parties s'étaient engagées concrètement à réaliser des objectifs bien précis dans un délai donné.

L'examen à mi-parcours de la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour souligne de tristes réalités. Cinq ans après son adoption, la réalisation des objectifs que la résolution 46/151 a fixés au nouvel Ordre du jour, continue de nous échapper. Nombre des problèmes sociaux et économiques critiques qui ont mené à l'adoption de cette résolution existent toujours. Certains progrès ont été réalisés, mais, au regard des objectifs fixés, le plus gros reste encore à faire. Quelque 45 à 50 % des habitants de l'Afrique subsaharienne vivent aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté. À moins que la situation ne s'améliore sensiblement, les conséquences de la pauvreté et le taux d'accroissement de la population dans la région constitueront une menace à la stabilité et à la croissance économiques et saperont la stabilité sociale dans la plus grande partie de l'Afrique.

Dans son rapport, le Secrétaire général mentionne que des progrès ont été réalisés en Afrique dans la redéfinition des rôles respectifs de l'État et du secteur privé. Des initiatives ont été prises pour promouvoir l'entreprise privée et améliorer le climat général des affaires. La majorité des pays africains ont entrepris une réforme constitutionnelle. Au cours des cinq dernières années, des organisations civiques ont été constituées dans pratiquement chaque pays. Tout ceci a eu un impact positif sur la performance économique globale de l'Afrique, puisque le nombre de pays ayant une croissance négative n'était plus que de 3 en 1995, contre 19 en 1993. Le nombre de pays qui ont atteint l'objectif d'un taux de croissance annuel moyen du produit national brut d'au moins 6 % est passé de 3 en 1992 à 12 en 1995.

Un rapport de la Banque africaine de développement, publié en octobre 1996, attribue l'amélioration notable de la performance économique de l'Afrique en 1995 au fait qu'un nombre croissant de pays de la région ont pu créer les conditions nécessaires à une stabilité macro-économique et une croissance durable. Malgré cette évolution, l'endettement extérieur de l'Afrique a atteint approximativement 306 milliards de dollars en décembre 1995. Cela représente une augmentation de 14 milliards par rapport à 1994.

Même si les perspectives économiques à moyen terme de l'Afrique sont prometteuses, un développement durable à long terme nécessite la mise sur pied de stratégies et de politiques allant bien au-delà du cadre des programmes

d'ajustement. Il est encourageant de voir que les Gouvernements africains ont fait de grands progrès dans plusieurs domaines, notamment dans ceux de la réforme macro-économique et de la bonne gestion des affaires publiques. En fait, les progrès réalisés dans le développement de l'Afrique au cours des dernières années ont été rendus possibles par la détermination des États africains à aller de l'avant pour accéder aux avantages qui leur reviennent au titre du nouvel Ordre du jour. Les économies africaines doivent consolider les acquis des réformes macro-économiques qui sont essentielles pour la relance et la croissance.

Compte tenu des efforts faits par les pays africains eux-mêmes, il est décourageant de voir que la contribution de la communauté internationale est assez faible. La communauté internationale n'a guère tenu les promesses qu'elle a faites à l'Afrique, en particulier dans le contexte du nouvel Ordre du jour.

Certaines mesures palliatives ont été prises dans les domaines de préférences commerciales et des mécanismes compensatoires en matière d'exportation. Mais cela a été clairement insuffisant, non seulement par rapport à ce qui doit être fait, mais, plus décevant encore, par rapport aux engagements qui avaient été solennellement pris.

Un élément clef du nouvel Ordre du jour était la réalisation de l'objectif d'un apport minimum d'aide publique au développement de 30 milliards de dollars en 1992, qui devait par la suite augmenter en moyenne de 4 % par an. Cet objectif n'a toujours pas été atteint. En fait, il est paradoxal que les flux de ressources vers l'Afrique aient baissé depuis l'adoption du nouvel Ordre du jour.

Ma délégation appuie l'adoption du projet de résolution contenu dans le document A/51/48 que le Comité ad hoc plénier a décidé de recommander à l'Assemblée générale et qui porte sur l'examen à mi-parcours de la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90.

Ma délégation est sûre que comme par le passé, les États africains continueront de n'épargner aucun effort pour atteindre les objectifs du nouvel Ordre du jour. N'oublions pas que les seuls efforts de l'Afrique ne seront jamais suffisants. Ne succombons pas à la tentation de faire des sermons sur ce que l'Afrique doit faire à l'avenir pour s'aider elle-même. L'Afrique est consciente des défis auxquels elle doit faire face et des solutions qu'elle doit trouver à ses problèmes. Ce dont l'Afrique a besoin ce sont des ressources suffisantes pour assurer la réalisation des objectifs du nouvel Ordre du jour.

Étant donné l'ampleur des ressources nécessaires pour parvenir à ces objectifs, il faut que la communauté internationale honore les engagements qu'elle a pris envers l'Afrique en adoptant des mesures concrètes. Faute de quoi, un effet contraire se produira qui touchera non seulement l'Afrique, mais la communauté internationale tout entière. La communauté internationale devrait donc renouveler son attachement à la réalisation du nouvel Ordre du jour et répondre positivement et efficacement aux besoins de l'Afrique avant qu'il ne soit trop tard.

M. Rodríguez Parrilla (Cuba) (*interprétation de l'espagnol*) : La mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, dont l'examen à mi-parcours a été il y a quelques semaines au centre de l'attention de la communauté internationale, constitue une question à laquelle ma délégation accorde la plus grande importance.

La documentation présentée sur ce point de l'ordre du jour contient des informations précieuses sur les mesures prises par les gouvernements des pays africains ainsi que par la communauté internationale pour atteindre les objectifs fixés dans ce programme. Je voudrais tout particulièrement mentionner le document A/51/228/Add.1, préparé par la Commission économique pour l'Afrique, qui reflète les problèmes qui se posent dans cette région dans leurs véritables dimensions.

Il est indispensable que ce débat et la résolution que nous allons adopter contribuent à l'adoption de mesures qui permettront de relancer le nouvel Ordre du jour pour le développement de l'Afrique, compte tenu des résultats de l'examen à mi-parcours. Cela dépendra, en fin de compte, de la volonté politique de chacun de nos pays, et tout particulièrement des pays développés pour lesquels l'assistance à l'Afrique ne peut être qu'une question de justice historique élémentaire.

Cuba pense également que l'équivalent des richesses extraites de ce continent pendant des siècles doit maintenant être reversé à l'Afrique par les sociétés d'abondance et de bien-être qui se sont construites en utilisant précisément les ressources de l'Afrique.

Toutefois, malgré les efforts que font les pays africains pour mieux utiliser l'aide publique au développement, le volume total de l'aide publique au développement octroyée à l'Afrique a continué de diminuer : alors qu'il atteignait près de 25 milliards de dollars en 1990, il est tombé à moins de 21 milliards de dollars en 1993, chiffre qui est bien en deçà de l'objectif de 30 milliards de dollars fixé

dans le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, et bien loin également de l'augmentation prévue de 4 % par an.

Alors que l'on constate un accroissement impressionnant des investissements étrangers directs dans l'ensemble des pays en développement, moins de 2 % de ces investissements ont bénéficié à l'Afrique depuis le début des années 90. Les chiffres définitifs ne peuvent être comparés qu'à ceux de 1985, lorsque la crise économique dans ce continent était à son apogée. La participation de l'Afrique au commerce mondial est passée de 5 % en 1980 à 2,1 % en 1995. Au moment où l'on parle tellement de mondialisation et des avantages et potentiels qui en résulteraient pour tous les pays intéressés, de nombreux indicateurs font apparaître que l'Afrique, continent dont la majorité des pays ont été quasiment exclus des marchés de biens et de services, des marchés financiers et des flux de capitaux et de technologie, continue d'être marginalisée.

En dépit des difficultés et des efforts vigoureux qu'a exigé la mise en place de processus de réforme dans certains pays, les taux d'épargne et d'investissement continuent d'être extrêmement faibles, les termes de l'échange se sont aggravés, le déficit de la balance des paiements de la région et les niveaux de l'endettement extérieur continuent d'être insupportables. Des millions d'hommes, de femmes et d'enfants vivent dans le désespoir et la pauvreté absolue. À elle seule, l'Afrique sub-saharienne compte 10 millions de personnes atteintes du sida, dont plus de la moitié sont des femmes.

Les problèmes que connaît l'Afrique sont d'une telle ampleur qu'ils exigent des efforts spéciaux et exceptionnels. C'est pourquoi nous nous félicitons du lancement de l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, qui vient en complément du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 et qui a fourni le cadre d'une coopération de l'ensemble du système des Nations Unies en vue d'une véritable mobilisation des activités opérationnelles du nouvel Ordre du jour pour l'Afrique. Nous saluons également les récentes initiatives et conférences sur le développement de l'Afrique parrainées par le Japon, ainsi que d'autres mesures prises par certains pays européens.

Par ailleurs, et même si tel est notre souhait, il est prématuré de décrire les signes isolés et encore provisoires de croissance économique observés dans certains pays de la région comme des signes de progrès tangibles, comme le souligne le rapport A/51/228. Cette euphorie ne sert qu'à

nous dissimuler l'état de détresse dans lequel des populations entières sont contraintes de vivre.

Avec ses faibles ressources économiques et financières et malgré les limites inhérentes à son statut de petit pays en développement, Cuba a coopéré et continue de coopérer activement avec un grand nombre de pays africains et de leur fournir une aide technique. Des enseignants, des médecins, des ingénieurs et des techniciens cubains continuent de contribuer au développement économique et social de ce continent sans en attendre la moindre récompense matérielle pour leurs efforts. Des dizaines de milliers d'étudiants africains sont également passés par des écoles cubaines afin d'y suivre des enseignements très variés. C'est en toute humilité que j'y fais allusion, voulant simplement donner des exemples concrets et tangibles pour démontrer que les efforts que je viens d'évoquer sont réalisables à court terme s'ils s'accompagnent d'une véritable volonté de les entreprendre.

Fière de ses origines et de sa culture hispano-africaine, Cuba souhaite aujourd'hui réaffirmer son attachement historique et indéfectible à l'Afrique.

Mme Valencia (Colombie) (*interprétation de l'espagnol*) : J'ai l'honneur, au nom du Mouvement des pays non alignés, de prendre la parole à cette séance plénière de l'Assemblée générale, sur une question qui revêt beaucoup d'importance pour le Mouvement et pour les pays en développement, à savoir la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90.

L'adoption du nouvel Ordre du jour, en décembre 1991, a reflété la reconnaissance par les Nations Unies de la nécessité urgente de donner à la question de l'Afrique une haute priorité dans cette décennie. Elle reflète également la reconnaissance par l'Assemblée générale de la profonde crise économique et sociale que connaît le continent. On a estimé urgent de créer de nouveaux mécanismes et de définir de nouvelles orientations afin d'obtenir l'appui international nécessaire pour répondre à cette situation tragique.

Un endettement extérieur écrasant, une dépendance excessive à l'égard des produits de base, une croissance démographique rapide, une grave détérioration des indicateurs en matière d'alimentation, la dégradation de l'environnement, avec les problèmes de sécheresse et de désertification qui en résultent, les tensions sociales et les conflits en cours ne sont que quelques-unes des incidences graves de la marginalisation croissante des pays africains dans

l'économie mondiale. La pauvreté et les souffrances humaines ont atteint en Afrique, plus que dans nul autre pays, des niveaux sans précédent.

Confrontés à une situation aussi difficile, les pays africains déploient des efforts pour mettre en oeuvre les engagements du nouvel Ordre du jour. Les politiques de réforme économique, la promotion de la coopération sous-régionale et régionale, le développement agricole, la promotion de politiques écologiques et démographiques appropriées et l'intensification du processus de démocratisation sont quelques exemples des efforts faits par ces pays pour relever les défis auxquels ils sont confrontés.

Dans de nombreux pays africains, le fardeau écrasant de la dette extérieure est tel que les ressources qui devraient normalement être utilisées pour répondre d'urgence aux besoins de la population sont consacrées au remboursement de la dette. C'est pourquoi le Mouvement des pays non alignés continuera de prendre des mesures pour convaincre la communauté internationale, en particulier les pays créanciers et les institutions financières multilatérales, de trouver une solution efficace au problème de la dette extérieure.

Nous insisterons également sur la priorité qu'il conviendrait d'accorder à la diversification des économies africaines, à l'appui aux programmes d'intégration régionale et sous-régionale dans le continent, à la réalisation des objectifs fixés en matière d'aide publique au développement et à la mise en oeuvre effective des engagements pris lors des récentes conférences internationales des Nations Unies, notamment celles qui ont été consacrées à la situation critique en Afrique.

L'Afrique est un continent merveilleux doté d'un immense potentiel. Nous réaffirmons notre confiance dans ses peuples, sa diversité, sa richesse et ses ressources humaines. Nous devons l'aider à bâtir son propre avenir. Cette entreprise devrait avoir pour signification essentielle de concrétiser la ferme détermination des Nations Unies et de la communauté internationale de mettre pleinement en oeuvre le nouvel Ordre du jour. La solidarité constitue l'espoir des peuples d'Afrique. Ouvrons à cette fin.

M. Mabilangan (Philippines) (*interprétation de l'anglais*) : La délégation des Philippines souhaite féliciter l'Ambassadeur Owada, Président du Comité ad hoc plénier de l'Assemblée générale pour l'examen à mi-parcours de la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (UN-NADAF), ainsi que son pays, le Japon, pour ses

contributions concrètes et spécifiques au développement de l'Afrique.

Nous disposons maintenant d'une évaluation des réalisations accomplies au cours des cinq premières années de la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour, ainsi que des recommandations concrètes et spécifiques en vue de sa pleine application.

Ma délégation constate avec satisfaction que les pays africains ont fait de leur mieux pour mettre en oeuvre la part du nouvel Ordre du jour qui leur incombait. Des réformes ont été adoptées pour libéraliser les prix à l'intérieur et le commerce extérieur. Ces pays ont procédé à des ajustements monétaires, et beaucoup d'entre eux ont pris des mesures en vue d'améliorer la gestion des finances publiques. Pour résumer, les pays du continent ont fait des progrès louables sur les plans macro-économique et de la gestion.

Ces réalisations ont, en fait, déjà eu un impact positif sur leurs économies, comme l'indique l'avant-propos du rapport du Secrétaire général présenté à l'occasion de l'examen à mi-parcours. La communauté internationale doit toutefois tempérer ses espoirs car les indicateurs de croissance fournis récemment par un certain nombre d'États africains ne peuvent pas être considérés comme un modèle susceptible d'être appliqué rapidement par d'autres pays, notamment les moins développés. La communauté internationale ne doit pas oublier que l'Afrique est la seule région au monde à avoir connu un déclin économique continu depuis 1980.

Le continent n'a pas été en mesure de tirer le meilleur parti des profits du commerce extérieur et des flux financiers internationaux. Cette situation ne saurait se prolonger si la communauté internationale souhaite sincèrement voir l'Afrique réaliser une croissance économique soutenue et un développement durable.

Les exportations mondiales de l'Afrique ont chuté de 2,9 % en 1990 à 2,2 % en 1994. L'aide publique a également diminué en termes réels depuis 1990. Le continent doit également supporter le lourd fardeau de la dette extérieure, sur les plans bilatéral et multilatéral.

Il est évident que la communauté internationale doit pleinement jouer son rôle dans l'application du nouvel Ordre du jour. Dans un domaine clef, l'objectif de l'aide publique au développement — fixé à 30 milliards de dollars en 1992 —, assortie d'une augmentation annuelle de 4 %, n'a pas été atteint. En fait, il est même inférieur à cela. Ma

délégation pense que la communauté internationale dispose des ressources et des capacités suffisantes pour apporter l'appui nécessaire à la mise en oeuvre complète du nouvel Ordre du jour. Plus d'une fois, dans un passé relativement récent, la communauté internationale a prouvé qu'elle était en mesure de mobiliser la volonté politique et les ressources requises pour faire évoluer rapidement le cours du développement de certains groupes de pays.

Les pays africains ont pris des mesures positives et continuent d'en prendre. Mais, pour qu'elle produisent les résultats attendus, ces mesures doivent être accompagnées d'un climat extérieur favorable. Le climat extérieur doit être propice aux interventions nécessaires au développement et au redressement des pays africains dans des domaines tels que la diversification de leurs produits d'exportation, la progression de l'intégration régionale, le développement des ressources humaines, la fourniture de ressources suffisantes et une solution durable en ce qui concerne leur dette extérieure.

L'Afrique continue de dépendre d'un petit nombre de produits d'exportation, ce qui la rend extrêmement vulnérable vis-à-vis des conditions de marché de l'économie mondiale qui évoluent rapidement. La diversité économique est, pour l'Afrique, un impératif.

La coopération économique et l'intégration régionale entre les pays africains ont été définies comme les domaines essentiels de leur développement car, comme d'autres coopérations régionales réussies l'ont montré, de nouveaux marchés se créent. Alors que les efforts de coopération et d'intégration doivent se poursuivre sur le plan régional, nous pensons également qu'une infrastructure appropriée doit être mise en place pour établir des liens entre les pays africains.

L'expérience a montré que, dans de nombreux pays, le développement des ressources humaines était l'élément central du développement. Si les hommes et les femmes n'ont pas la formation nécessaire, ne sont pas en bonne santé, ne sont pas productifs, la croissance économique et les progrès sont voués à l'échec. La crise permanente qui affecte le développement en Afrique a sérieusement grevé son potentiel en ressources humaines. Le récent rapport sur le développement humain le confirme.

Il est également inquiétant de constater que des ressources s'évadent de l'Afrique alors qu'elles auraient pu être utilisées dans le continent. La communauté internationale est parfaitement consciente des propositions avancées pour réduire les dettes de l'Afrique. Des mesures

concrètes doivent aller au-delà des conditions de Naples et toute solution efficace concernant le règlement des dettes multilatérales doit inclure un plus grand nombre de pays du continent. Il est temps que la communauté internationale réagisse de façon appropriée.

Faisant partie du monde en développement, nous pouvons parfaitement comprendre la gravité de la situation en Afrique, les conditions difficiles que traverse le continent et l'urgente nécessité de prendre certaines mesures, car nombre de nos pays se trouvent dans une situation identique à celle de l'Afrique. Nous pouvons contribuer nous-mêmes de façon significative à la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour. Individuellement ou collectivement, nous avons mis en oeuvre des programmes et des projets visant à renforcer la coopération technique et commerciale entre les pays en développement. La coopération Sud-Sud est un élément important pour une coopération élargie entre les pays en développement. L'examen à mi-parcours a d'ailleurs reconnu cette dimension de la coopération pour favoriser le développement.

Les Philippines, pour leur part, ont mis en oeuvre un programme de coopération technique et économique entre pays en développement à partir du budget national, et un certain nombre de pays africains ont été les bénéficiaires de différents projets que nous avons réalisés en la matière. Mais la coopération Sud-Sud ne peut être qu'un complément aux efforts de l'ensemble de la communauté internationale en veillant à ce que les ressources suffisantes et d'autres formes d'appui puissent atteindre ce continent et permettre aux pays africains de jouer pleinement leur rôle dans un monde de plus en plus interdépendant.

Le Président par intérim (*interprétation de l'anglais*) : Conformément à la décision prise par l'Assemblée générale, hier, à sa 50e séance plénière, je donne la parole à l'Observateur permanent du Saint-Siège.

L'Archevêque Martino (Saint-Siège) (*interprétation de l'anglais*) : Comme dans toute discussion sur le développement, le Saint-Siège souhaite souligner la centralité de la personne humaine. Cette notion figure d'ailleurs dans le Principe 1 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, qui souligne :

«Les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature.» (A/CONF.151/26/Rev.1/Vol.1, p. 2).

Dans le débat sur le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour l'Afrique dans les années 90, la communauté des nations doit être déterminée à faire de cette centralité une réalité. Le rôle essentiel joué par la personne humaine dans l'élaboration d'un plan durable pour l'action et le développement doit toujours aller au-delà de l'exercice verbal et se traduire en actes.

Dans tout examen du nouvel Ordre du jour pour le développement en Afrique, il convient d'accorder une grande attention au résultat du Sommet mondial pour le développement social. Ce programme d'action reconnaît qu'

«il est [également] essentiel, pour obtenir des résultats à plus long terme, de faire en sorte que la politique économique, la politique sociale et la politique de l'environnement se conjuguent bien.» (A/CONF.166/9, annexe II, par. 2)

et souligne que cela doit être fait

«en respectant pleinement les diverses valeurs religieuses et éthiques, origines culturelles et convictions philosophiques de sa population, conformément à tous les droits de l'homme et à toutes les libertés fondamentales.» (*Ibid*, annexe II, par. 28).

Depuis l'indépendance, les pays africains se sont tournés vers les pays donateurs, souvent leurs anciens dirigeants coloniaux, et vers les institutions financières internationales pour leur demander conseil et aide dans la gestion de leur croissance. Les politiques de nombreuses nations africaines sont décidées dans un cycle de réunions avec le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, les donateurs et les créanciers. Les taux de croissance en Afrique, ont été mis en question parce qu'ils étaient faibles. Ces faibles taux ont parfois suscité des critiques et donné lieu à une réduction de l'aide. Mais il est possible d'établir clairement que ces faibles taux sont liés à des considérations telles que le fait que l'Afrique ne reçoit qu'environ 3 % de la totalité des flux d'investissement étranger direct. Mais l'Afrique serait tout à fait capable de croissance si elle bénéficiait de niveaux d'investissement étranger direct comparables à ceux des pays qui connaissent une croissance économique. La clef de la croissance est d'accorder aux producteurs et aux consommateurs la liberté économique de bénéficier des incitations, et d'y répondre favorablement et de leur fournir des systèmes de sécurité en cas de besoin.

D'aucuns remettent en question l'aide étrangère à l'Afrique. On dit qu'elle ne change pas grand chose à la croissance et au développement en Afrique. Toutefois, pour

que les économies des pays africains puissent avoir des taux de croissance positifs, les niveaux de l'aide devraient être plus élevés, et non réduits, pendant une certaine période. Selon une échelle mobile préétablie, ces principes fondamentaux serviraient de base à des niveaux d'assistance initiale plus élevés. Ces domaines comprendraient, entre autres, le capital humain — les êtres humains utilisant leurs compétences — les équipements et les routes. Le Pape Jean Paul II, dans sa lettre apostolique, a résumé les conclusions de l'Assemblée spéciale pour l'Afrique du Synode des évêques, et a souligné plusieurs domaines dans lesquels des interventions et une aide rapides de ce type étaient nécessaires, à savoir :

«la malnutrition, la détérioration générale du niveau de vie, le manque de moyens d'éduquer les jeunes, le manque de services de santé élémentaires et de services sociaux et la persistance des maladies endémiques qui en résultent, la propagation du fléau du SIDA, la dette internationale lourde et souvent insupportable et l'horreur des guerres fratricides fomentées par des trafiquants d'armes sans scrupules, le spectacle scandaleux et déplorable des réfugiés et des personnes déplacées.» (*Ecclesia in Africa, No 114*)

Les domaines d'intérêt général suggérés ici, s'agissant de l'augmentation de l'aide étrangère, ne devraient pas tolérer les conditionnalités si courantes aujourd'hui et auxquelles il conviendrait de mettre un terme. Cela rejaillit plus souvent sur les faiblesses ou les préoccupations des donateurs que sur les vrais besoins des pays bénéficiaires. Le peuple africain lui-même s'engage à

«une bonne gestion des affaires publiques dans les deux domaines étroitement liés, la politique et l'économie» (*Ecclesia in Africa, No 110*)

qui devrait pouvoir encourager le développement sans avoir à supporter le fardeau des relations et des conditionnalités excessives que l'on rencontre trop souvent dans le cadre de l'aide.

Il faut être particulièrement prudent lorsque l'on traite des questions démographiques du continent africain. Comme on le sait, le débat se poursuit sur les relations qui existent entre la croissance démographique, le développement et l'élimination de la pauvreté. Les spécialistes ne sont pas encore parvenus à une conclusion à cet égard, étant donné que leurs avis sont partagés sur la question. Mais les documents établis à ce sujet semblent s'être prononcés clairement en faveur d'une politique de régulation démographique et contre les stratégies prônant le développement par le biais

de l'élimination de la pauvreté. Les nombreuses réserves émises sur cette question, tant à la Conférence sur la population et le développement qu'aux conférences qui ont suivi, démontrent qu'il n'y a pas de véritable consensus à cet égard.

Dans le document relatif à cette question, le chapitre portant sur les questions critiques comprend un sous-chapitre traitant du «développement humain et du renforcement des capacités» comprenant 12 paragraphes et sous-paragraphes, dont la moitié d'entre eux a trait aux problèmes démographiques, tandis que seulement deux autres sont consacrés à l'éducation, et un seul paragraphe traite de l'emploi. Le potentiel que représente cette ressource précieuse du continent africain — les Africains eux-mêmes — mérite davantage d'attention. Le défi consiste à envisager la nature du véritable programme d'action sur ce point.

L'absence de paix sur le continent africain a manifestement freiné le développement. Son impact se manifeste essentiellement sur les populations africaines elles-mêmes, notamment les femmes et les enfants. Il est dit dans un Agenda pour le développement :

«Le développement est un droit fondamental de l'être humain. Il ne saurait y avoir de paix sans développement.» (*A/48/935, par. 3*)

Ce message est repris dans le rapport du Secrétaire général qui est examiné aujourd'hui :

«Le développement durable ne peut advenir sans la paix, laquelle requiert des efforts dynamiques de prévention, de gestion et de règlement des conflits.» (*A/51/228, par. 13*)

La paix, bien entendu, n'est pas facile à garantir, étant donné qu'en Afrique beaucoup de gens souffrent aujourd'hui de conflit politiques et ethniques. Une fois de plus, nous nous tournons vers un «Agenda pour le développement» qui affirme :

«Tant que la guerre durera, aucun État ne pourra véritablement se sentir en paix. Tant que la misère subsistera, aucun peuple ne pourra estimer avoir atteint un développement durable.» (*A/48/935, par. 15*)

Ce n'est qu'en encourageant la paix par la justice sociale, le respect des droits de l'homme, l'édification d'un État de droit et en oeuvrant en faveur d'une démocratie authentique que le développement économique et social interviendra en Afrique.

Je voudrais terminer par ces mots de Sa Sainteté le Pape Jean Paul II, revenant de sa onzième visite pastorale en Afrique :

«Comment ne pas être touché par la chaleur humaine des Africains? Comment peut-on oublier les couleurs, les sons et le rythme de cette terre? Ce sont les danses de la vie, le triomphe de la vie! Malheureusement, une fois de plus, j'ai vu de mes propres yeux les problèmes de ce continent. L'Afrique porte les stigmates d'une longue histoire d'humiliations. Ce continent n'a été trop souvent pris en considération que pour satisfaire des intérêts égoïstes. Aujourd'hui, l'Afrique demande à être aimée et respectée pour ce qu'elle est. Elle ne demande pas de la compassion mais de la solidarité.»

Il y a de l'espoir pour le peuple africain. Puisse ce débat contribuer à nourrir cet espoir.

Le Président par intérim (*interprétation de l'anglais*) : Conformément à la résolution 2011 (XX) du 11 octobre 1965, je donne maintenant la parole à l'Observateur permanent de l'Organisation de l'unité africaine.

M. Sy (Organisation de l'unité africaine) (*interprétation de l'anglais*) : Qu'il me soit permis d'emblée, au nom de l'Organisation de l'unité africaine, d'exprimer les félicitations les plus chaleureuses de tous les membres du Comité ad hoc plénier de l'Assemblée générale pour l'achèvement efficace et opportun de l'examen à mi-parcours du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90. De même, je voudrais aussi rendre hommage à l'excellente coordination de l'examen réalisée sous la présidence de l'Ambassadeur Hisashi Owada, Représentant permanent du Japon.

Une fois de plus l'examen à mi-parcours a démontré l'esprit de partenariat pour le développement qui s'est développé au sein des Nations Unies au fil des ans. L'examen portait essentiellement sur ce qui doit être fait pour atteindre les objectifs fixés par le nouvel Ordre du jour en 1991. Ce que les pays africains eux-mêmes ont fait depuis l'adoption du programme était parfaitement clair pour tout le monde. Les diverses réformes politiques et économiques adoptées par de nombreux pays africains ont commencé à produire des résultats concrets aux plans de la croissance économique et du développement de certains pays et ont jeté les bases d'une croissance économique et d'un développement durables dans d'autres. Pour d'autres pays du continent, cependant, les problèmes de développement économique restent très aigus.

En même temps, l'examen à mi-parcours a reconnu l'engagement de la communauté internationale et la transformation en cours de l'économie internationale. La communauté internationale continue de se montrer préoccupée par l'Afrique dans tous les grands programmes globaux sur la promotion du développement international, alors que la mondialisation et la libéralisation de l'économie mondiale tendent à marginaliser les pays économiquement faibles.

Alors que nous approchons du début du siècle prochain, les pays africains, je dois le souligner, continuent à placer beaucoup d'espoir dans la communauté internationale et dans l'aide que le nouvel Ordre du jour pourrait apporter à leurs économies malades. Le renforcement des acquis obtenus jusqu'à présent par de nombreux pays africains sera difficile sans un plus grand engagement et un plus grand appui de la part de la communauté internationale. Tous ces points ont été fort bien exposés dans les recommandations du Comité ad hoc plénier. Toutefois, et sans vouloir énoncer à nouveau ces mesures, qu'il me soit permis de souligner que tout progrès dans la mise en oeuvre des objectifs du nouvel Ordre du jour et la promotion d'un authentique développement en Afrique implique de donner la priorité aux stratégies de développement.

Une question capitale qui exige d'être traitée d'urgence dans la dernière phase du nouvel Ordre du jour est celle du commerce extérieur. La communauté internationale devrait effectivement soutenir les efforts faits par l'Afrique pour faciliter le commerce et l'accès aux marchés. Les partenaires commerciaux des pays africains doivent envisager de nouvelles réductions des tarifs douaniers et la suppression des barrières non douanières sur les produits africains. Ce processus doit être complété par un appui suffisant en faveur de la diversification des économies africaines. À cet égard, les États participant au Fonds africain de développement de la Banque africaine de développement contribueraient beaucoup à l'expansion du commerce en faisant une première contribution spéciale adéquate pour financer la phase préparatoire des programmes et projets de diversification des produits de base.

La promotion d'une croissance économique et d'un développement durables dans les pays africains pendant la dernière phase du nouvel Ordre du jour pourrait bien dépendre de la mesure dans laquelle la question des flux de ressources est adéquatement traitée par la communauté internationale. L'impact des réformes et la situation économique actuelle de nombreux pays africains suggèrent que des nouvelles ressources additionnelles sont nécessaires d'urgence. Les pays qui n'ont pas encore atteint l'objectif qui consiste à consacrer 0,7 % de leur produit national brut

à l'aide publique au développement en faveur des pays africains doivent s'efforcer de le faire. La communauté internationale doit faciliter l'afflux d'investissements étrangers directs vers les pays africains, vu que la plupart des pays ont considérablement amélioré l'environnement en faveur de l'investissement.

En même temps, de plus grands efforts doivent être faits pour alléger le fardeau de la dette des pays endettés. Si l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés est un pas dans la bonne direction, nous serions reconnaissants aux pays créditeurs et aux institutions financières internationales de contribuer de façon substantielle à son financement. Quant aux conditions exigées des pays pour pouvoir bénéficier de l'Initiative, elles ne doivent pas non plus être trop strictes, afin que les pays africains les plus endettés puissent en profiter.

Outre cela, je voudrais souligner que l'intégration économique régionale reste, à long terme, une stratégie essentielle à la promotion du développement durable dans

le continent et un complément des politiques économiques nationales en matière de croissance économique et de développement. La Communauté économique africaine est la force principale d'intégration économique dans le continent. Le processus de développement dans les pays africains pourrait être nettement accéléré si la communauté internationale appuyait les travaux de la Communauté.

Qu'il me soit permis de dire pour terminer que le développement international est une question d'intérêt personnel bien compris. La pauvreté n'a pas de frontières. Elle engendre des problèmes d'immigration, provoque des conflits et est liée au terrorisme international. L'Afrique a un marché potentiel de plus de 600 millions de personnes. Le développement du continent serait avantageux pour tout le monde.

Le Président par intérim (*interprétation de l'anglais*) : Nous venons d'entendre le dernier orateur dans le débat sur ce point.

À la demande de plusieurs délégations, une décision sur le projet de résolution contenu dans la section IV du document A/51/48 sera prise à une date ultérieure qui sera annoncée.

La séance est levée à 16 h 10.